



Elections européennes > Politique Agricole Commune

Le CCFD-Terre solidaire est membre actif du groupe PAC2013. Il participe en tant qu'organisation de solidarité internationale (aux côtés d'organisations agricoles ou environnementalistes) aux réflexions sur la Politique agricole commune actuellement en vigueur, et à son devenir après la fin de la programmation budgétaire en 2013.

Dans ce cadre, nos organisations membres du groupe s'adressent aux têtes de listes aux élections européennes, afin de faire part aux futurs eurodéputés de nos analyses et propositions quant à la PAC actuelle, et l'agriculture de demain en Europe.

Conformément à sa mission, le CCFD-Terre solidaire insiste plus particulièrement sur les **effets de la PAC sur les pays du Sud** et les populations les plus vulnérables, en **soulignant l'impact** :

- **des exportations vers les pays tiers à des prix inférieurs au coût local de production.** Les filières locales, notamment africaines, ne peuvent pas développer dès lors qu'elles sont en concurrence déloyale. D'autre part, il est urgent de supprimer les restitutions aux exportations au plus vite. Même si l'Union européenne recourt moins à cet outil qui permet l'exportation de produits agricoles dans les pays du Sud à un prix inférieur au coût de production européen, elle doit respecter sa promesse de le supprimer. L'UE le réutilise pour le lait, par exemple, depuis décembre 2008.
- **de la création de marchés rentables en Europe qui suscitent des monocultures d'exportation dans les pays en développement.** C'est bien sûr le cas du soja pour l'alimentation du bétail européen, qui est importé d'Amérique latine, où il est cultivé selon un modèle agro-industriel intensif, à l'origine de nombreux déplacements des populations locales et de graves dégâts environnementaux. Pourtant, l'UE peut, et doit, produire elle-même ses protéines végétales. L'adoption en décembre 2008 d'un objectif ambitieux d'incorporation de 10 % d'agrocaburants d'ici à 2020 pour les transports européens participe à la même logique, puisque cette politique repose en grande partie sur les importations. La création de ce marché rentable attise les projets de monocultures énergétiques d'exportation au détriment des agricultures familiales et vivrières locales.

La Liste « Europe Ecologie » a été rencontrée le 12 mai 2009. Des rendez-vous avec d'autres listes sont en préparation. L'objectif, au-delà d'un échange de points de vue, est également d'établir une relation en vue d'une collaboration sur ces sujets durant la prochaine législature.